

## La syndicalisation : un premier pas dans la lutte pour défendre nos métiers !

Ce n'est pas nouveau, la syndicalisation doit être pour le SNES-FSU une préoccupation constante. Garder les adhérent-es d'une année sur l'autre, faire adhérer de nouvelles et nouveaux collègues, re-syndiquer des collègues qui ne l'étaient plus... autant de questions qui nécessitent une entrée multi-factorielle, tant les raisons de se syndiquer ou de ne pas le faire sont diverses.

Le secteur FTS a déployé ces dernières années beaucoup d'énergie et développé des outils très intéressants pour aborder ce sujet. Mais en rapprochant la question de la syndicalisation de la trésorerie, en creux, on suggère que la syndicalisation est une question financière. Or, bien sûr que la cotisation, c'est le nerf de la guerre ! C'est grâce aux milliers de cotisations que l'on peut disposer de sites internet qui renseignent tous nos collègues, avoir des locaux où les accueillir et où les militant-es peuvent se retrouver, se déplacer pour aller rencontrer les collègues sur leurs lieux de travail, produire des publications de qualité tout au long de l'année et sur tous les sujets. Il ne s'agit pas de méconnaître cette dimension. Pourtant, il convient d'envisager la question de la syndicalisation dans toute sa complexité.

Adhérer au SNES-FSU, ce n'est pas seulement permettre au syndicat majoritaire de fonctionner. C'est aussi – et peut-être avant tout – renforcer son poids politique. De même qu'en votant pour la FSU aux élections professionnelles, les collègues expriment leur accord avec notre projet politique, de même, l'adhésion au SNES-FSU par le paiement de la cotisation est un premier engagement concret dans les combats que nous menons au quotidien.

Il n'y a pas à rougir de la dimension de « service » que le SNES-FSU rend à ses syndiqué-es, pour les mutations, le suivi des carrières, l'accompagnement individuel. Malgré l'affaiblissement du paritarisme et contrairement à ce que la loi de Transformation de la Fonction Publique nous avait fait craindre, le SNES-FSU continue à être en la matière l'interlocuteur privilégié des collègues. C'est un rôle essentiel du syndicat que de défendre et d'accompagner les collègues face à une administration de plus en plus maltraitante. Mais là encore, ce n'est que l'une des facettes de la syndicalisation et des raisons qui poussent nos collègues à franchir le pas de l'adhésion.

Ces dernières années, dans l'Education Nationale comme dans d'autres secteurs professionnels, la syndicalisation n'est plus une évidence. Certains collègues ne font pas la différence entre les syndicats, ne voient pas l'intérêt de se syndiquer, considèrent que « les syndicats » sont un monde à part, une entité lointaine de leur quotidien, une survivance désuète d'un modèle en train de s'éteindre. Il nous faut au contraire sans cesse rappeler que le SNES-FSU n'est pas déconnecté des collègues, que le SNES-FSU est au cœur des salles des professeur-es et que le syndicat est d'abord ce que ses syndiqué-es en font.

Récemment, sur les projets locaux d'évaluation en lycée, pendant le mouvement social contre la réforme des retraites, sur le pacte et actuellement sur le choc des savoirs, on a pu constater que les analyses du SNES-FSU étaient majoritairement partagées dans nos professions. Le SNES-FSU a marqué bon nombre de points parmi nos collègues. L'occupation du terrain médiatique, la présence des militant-es partout dans les salles des professeur-es, les campagnes de communication efficaces permettent de faire connaître nos idées, notre opposition à celles et ceux qui attaquent l'Ecole publique et de porter nos projets pour un second degré émancipateur. Et puisque les collègues sont majoritairement d'accord avec nous, puisqu'ils et elles saluent les prises de position combatives du SNES-FSU, son engagement pour nos métiers, il nous faut réussir à traduire cela en une hausse significative de notre nombre d'adhérent-es, à la hauteur de ce que nous représentons dans la profession.

Pour cela, et pour envisager la question dans toute sa complexité, pour qu'elle irrigue l'ensemble des secteurs du SNES-FSU, il faut des militant-es qui s'y consacrent pleinement. Ce ne peut plus être un champ parmi d'autres, une question que l'on traite après les autres. À ce titre, la création d'un secteur national exclusivement dédié à la syndicalisation pourra être une réponse à cette préoccupation : ce secteur, en lien étroit avec tous les autres, en fera une question transversale et permanente.

Le SNES-FSU ne part pas de rien et les initiatives de ces dernières années ont déjà placé la question de la syndicalisation comme une priorité. Allons désormais plus loin pour augmenter encore notre taux de syndicalisation et peser davantage face aux ennemis de l'Ecole publique.

Claire-Marie Feret,  
SG académique Normandie.